QuÃ©bec veut mettre fin Ã lâ€™exploration pÃ©troliÃ¨re et gaziÃ¨re

Dossier de
 la rÃ©daction de H2o
October 2021

AprÃ¨s des annÃ©es de controverses et l'impossibilitÃ© de dÃ©montrer un vÃ©ritable potentiel d'exploitation pÃ©troliÃ¨re et gaziÃ¨re au QuÃ©bec, le gouvernement Legault songe sÃ©rieusement Ã faire une croix sur cette filiÃ¨re en mettant un terme aux projets sur tout le territoire de la province. Une dÃ©cision qui pourrait coÃ»ter plusieurs dizaines de millions de dollars Ã l'Ã‰tat, puisque l'industrie Ã©voque dÃ©jÃ la possibilitÃ© de rÃ©clamer des compensations qui incluraient les revenus perdus. regarde tous les scÃ©narios, tout est sur la table, dont l'interdiction de l'exploration et de l'exploitation", a indiquÃ© le ministre de l'Ã‰nergie et des Ressources naturelles (MERN), Jonatan Julien, dans le cadre d'un point de presse Ã l'AssemblÃ©e nationale. Ce dernier a toutefois refusÃ© de s'engager formellement Ã aller de l'avant.Â "Actuellement, tout ce qu'on fait, c'est analyser les diffÃ©rents scÃ©narios pour voir si on doit modifier la loi. C'est sur la table et nous avons certaines intentions d'aller vers lÃ ."Â Avant de statuer sur la suite des choses, le gouvernement Legault attendra le jugement dans une cause qui l'oppose Ã GaspÃ© Ã‰nergies. Cette entreprise conteste en justice le refus du gouvernement de lui accorder un permis de forage pour le projet Galt, un projet ironiquement dÃ©tenu Ã 17 % par Investissement QuÃ©bec (18,4 millions de dollars). Elle exige en fait de pouvoir forer un puits pÃ©trolier en GaspÃ©sie, et ce, mÃªme si celui-ci se trouve Ã moins de 1 000 mÃ¨tres d'un milieu hydrique. Or, la Loi sur les hydrocarbures l'interdit, Ã moins que le gouvernement le juge sÃ©curitaire. Jonatan Julien estime que la dÃ©cision de la Cour dans cette affaire sera dÃ©terminante. Le ministre n'a pas voulu non plus s'avancer sur les coÃ»ts pour l'Ã‰tat quÃ©bÃ©cois, en cas d'arrÃªt dÃ©finitif de tous les projets. La dÃ©cision pourrait impliquer de multiples dÃ©penses : compensations Ã verser aux entreprises, fermeture dÃ©finitive des puits considÃ©rÃ©s comme Ã©tant "fermÃ©s temporairement", restauration des nombreux sites d'exploration (dont certains sur des terres agricoles), surveillance des puits forÃ©s qui connaÃ®traient des fuites, etc.Â Pour le prÃ©sident de l'Association de l'Ã©nergie du QuÃ©bec, Ã‰ric TÃ©trault, il est Ã©vident que les entreprises qu'il reprÃ©sente seront en dro rÃ©clamer des compensations si le gouvernement leur fermait la porte. Il estime d'ailleurs que celles-ci ne se limiteraient pas aux investissements effectuÃ©s, mais pourraient aussi inclure le manque Ã gagner. L'industrie est cependant pratiquement Ã l'arrÃªt depuis plusieurs annÃ©es, malgrÃ© l'adoption d'une loi sur les hydrocarbures conÃ§ue pour encadrer les projets. Cette lÃ©gislation, qui a Ã©tÃ© adoptÃ©e en 2019, interdit notamment le recours Ã la fracturation dans les basses-terres du Saint-Laurent, ce qui a eu pour effet de mettre un terme Ã toute la filiÃ¨re du gaz de schiste, laquelle avait suscitÃ© une vive controverse.

Si les groupes environnementaux ont rapidement saluÃ© l'intention du gouvernement du QuÃ©bec, pour le titulaire de la Chaire de gestion du secteur de l'Ã©nergie Ã HEC MontrÃ©al, Pierre-Olivier Pineau, QuÃ©bec ferait fausse route en allant de l'avant. Il estime que, dans les circonstances,Â "il serait plus acceptable d'autoriser la production, avec Ã©videmment des rÃ¨gles environnementales trÃ¨s strictes et sans subventions gouvernementales, pour ne pas se retrouver Ã dÃ©dommager [les entreprises] et Ã payer pour rÃ©gler des conflits juridiques. Les gouvernements ont improvisÃ© par le passÃ© et veulent prendre des dÃ©cisions symboliques d'interdire l'exploitation, mais c'est cher payÃ© pour du pÃ©trole que l'on importera par ailleurs."Â De son cÃ´tÃ©, Normand Mousseau, ancien prÃ©sident de la Commission sur les enjeux Ã©nergÃ©tiques du QuÃ©b ï»¿redoute que le QuÃ©bec doive dÃ©penser plusieurs millions de dollars pour mettre fin Ã la saga pÃ©troliÃ¨re et gaziÃ¨re. Mais il rappelle que l'Agence internationale de l'Ã©nergie est formelle : il faut stopper dÃ¨s maintenant tous les nouveaux projets pÃ©troliers et gaziers si on veut se donner une chance de limiter le rÃ©chauffement climatique.

Tous les dÃ©tails dans l'article d'Alexandre ShieldsÂ -Â Le Devoir